

No. 8791

**CAMEROON, CENTRAL AFRICAN REPUBLIC,
GAMBIA, HOLY SEE, SENEGAL, etc.**

**Protocol relating to the Status of Refugees. Done at New
York, on 31 January 1967**

Official texts: English, French, Chinese, Russian and Spanish.

Registered ex officio on 4 October 1967.

**CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE,
GAMBIE, SAINT-SIÈGE, SÉNÉGAL, etc.**

**Protocole relatif au statut des réfugiés. Fait à New York, le
31 janvier 1967**

Textes officiels anglais, français, chinois, russe et espagnol.

Enregistré d'office le 4 octobre 1967.

No. 8791. PROTOCOL¹ RELATING TO THE STATUS OF REFUGEES. DONE AT NEW YORK, ON 31 JANUARY 1967

The States Parties to the present Protocol,

Considering that the Convention relating to the Status of Refugees done at Geneva on 28 July 1951² (hereinafter referred to as the Convention) covers only those persons who have become refugees as a result of events occurring before 1 January 1951,

Considering that new refugee situations have arisen since the Convention was adopted and that the refugees concerned may therefore not fall within the scope of the Convention,

Considering that it is desirable that equal status should be enjoyed by all refugees covered by the definition in the Convention irrespective of the dateline 1 January 1951,

Have agreed as follows :

Article I

GENERAL PROVISION

1. The States Parties to the present Protocol undertake to apply articles 2 to 34 inclusive of the Convention to refugees as hereinafter defined.
2. For the purpose of the present Protocol, the term " refugee " shall, except as regards the application of paragraph 3 of this article, mean any person within the definition of article 1 of the Convention as if the words " As a result of events occurring before 1 January 1951 and . . . " and the words " . . . as a result of such events ", in article 1 A (2) were omitted.

¹ On the recommendation of the Executive Committee of the Programme of the United Nations High Commissioner for Refugees, the High Commissioner submitted the draft of the above-mentioned Protocol to the General Assembly of the United Nations, through the Economic and Social Council, in the addendum to his report concerning measures to extend the personal scope of the Convention relating to the Status of Refugees. The Economic and Social Council, in resolution 1186 (XLI) of 18 November 1966, took note with approval of the draft Protocol and transmitted the said addendum to the General Assembly. The General Assembly, in resolution 2198 (XXI) of 16 December 1966, took note of the Protocol and requested the Secretary-General " to transmit the text of the Protocol to the States mentioned in article V thereof, with a view to enabling them to accede to the Protocol. "

In accordance with article VIII, paragraph 1, the Protocol came into force on 4 October 1967, the date of deposit with the Secretary-General of the United Nations of the sixth instrument of accession, in respect of the following States on behalf of which the instruments of accession were deposited on the dates indicated :

Holy See	8 June	1967	Gambia	29 September	1967
Central African Republic	30 August	1967	Senegal	3 October	1967
Cameroon	19 September	1967	Sweden	4 October	1967

² United Nations, *Treaty Series*, Vol. 189, p. 137.

N° 8791. PROTOCOLE¹ RELATIF AU STATUT DES RÉFUGIÉS. FAIT À NEW YORK, LE 31 JANVIER 1967

Les États parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève le 28 juillet 1951² (ci-après dénommée la Convention) ne s'applique qu'aux personnes qui sont devenues réfugiées par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951,

Considérant que de nouvelles catégories de réfugiés sont apparues depuis que la Convention a été adoptée et que, de ce fait, lesdits réfugiés peuvent ne pas être admis au bénéfice de la Convention,

Considérant qu'il est souhaitable que le même statut s'applique à tous les réfugiés couverts par la définition donnée dans la Convention sans qu'il soit tenu compte de la date limite du 1^{er} janvier 1951,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Les États parties au présent Protocole s'engagent à appliquer aux réfugiés, tels qu'ils sont définis ci-après, les articles 2 à 34 inclus de la Convention.
2. Aux fins du présent Protocole, le terme « réfugié », sauf en ce qui concerne l'application du paragraphe 3 du présent article, s'entend de toute personne répondant à la définition donnée à l'article premier de la Convention comme si les mots « par suite d'événements survenus avant le 1^{er} janvier 1951 et ... » et les mots « ... à la suite de tels événements » ne figuraient pas au paragraphe 2 de la section A de l'article premier.

¹ Sur la recommandation du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissaire a soumis le projet de Protocole susmentionné à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, dans l'additif à son rapport concernant les mesures propres à élargir la portée de la Convention en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 1186 (XLI) du 18 novembre 1966, a pris acte avec approbation dudit additif et l'a transmis à l'Assemblée générale. L'Assemblée générale, dans sa résolution 2198 (XXI) du 16 décembre 1966, a pris acte du Protocole et a prié le Secrétaire général « de communiquer le texte du Protocole aux États visés à l'article V dudit Protocole, en vue de les mettre en mesure d'y adhérer ».

Conformément au paragraphe 1 de l'article VIII, le Protocole est entré en vigueur le 4 octobre 1967, date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du sixième instrument d'adhésion, en ce qui concerne les États suivants, au nom desquels les instruments d'adhésion ont été déposés aux dates indiquées :

Saint-Siège	8 juin	1967	Gambie	29 septembre	1967
République centrafricaine	30 août	1967	Sénégal	3 octobre	1967
Cameroun	19 septembre	1967	Suède	4 octobre	1967

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, p. 137.

3. The present Protocol shall be applied by the States Parties hereto without any geographic limitation, save that existing declarations made by States already Parties to the Convention in accordance with article 1 B (1) (a) of the Convention, shall, unless extended under article 1 B (2) thereof, apply also under the present Protocol.

Article II

CO-OPERATION OF THE NATIONAL AUTHORITIES WITH THE UNITED NATIONS

1. The States Parties to the present Protocol undertake to co-operate with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, or any other agency of the United Nations which may succeed it, in the exercise of its functions, and shall in particular facilitate its duty of supervising the application of the provisions of the present Protocol.

2. In order to enable the Office of the High Commissioner, or any other agency of the United Nations which may succeed it, to make reports to the competent organs of the United Nations, the States Parties to the present Protocol undertake to provide them with the information and statistical data requested, in the appropriate form, concerning :

- (a) The condition of refugees;
- (b) The implementation of the present Protocol;
- (c) Laws, regulations and decrees which are, or may hereafter be, in force relating to refugees.

Article III

INFORMATION ON NATIONAL LEGISLATION

The States Parties to the present Protocol shall communicate to the Secretary-General of the United Nations the laws and regulations which they may adopt to ensure the application of the present Protocol.

Article IV

SETTLEMENT OF DISPUTES

Any dispute between States Parties to the present Protocol which relates to its interpretation or application and which cannot be settled by other means shall be referred to the International Court of Justice at the request of any one of the parties to the dispute.

3. Le présent Protocole sera appliqué par les États qui y sont parties sans aucune limitation géographique; toutefois, les déclarations déjà faites, en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la section B de l'article premier de la Convention par des États déjà parties à celle-ci, s'appliqueront aussi sous le régime du présent Protocole, à moins que les obligations de l'État déclarant n'aient été étendues conformément au paragraphe 2 de la section B de l'article premier de la Convention.

Article II

COOPÉRATION DES AUTORITÉS NATIONALES AVEC LES NATIONS UNIES

1. Les États parties au présent Protocole s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, dans l'exercice de ses fonctions et, en particulier, à faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions du présent Protocole.

2. Afin de permettre au Haut Commissariat ou à toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait de présenter des rapports aux organes compétents des Nations Unies, les États parties au présent Protocole s'engagent à leur fournir, dans la forme appropriée, les informations et les statistiques demandées relatives :

- a)* Au statut des réfugiés;
- b)* À la mise en œuvre du présent Protocole;
- c)* Aux lois, règlements et décrets qui sont ou entreront en vigueur en ce qui concerne les réfugiés.

Article III

RENSEIGNEMENTS PORTANT SUR LES LOIS ET RÈGLEMENTS NATIONAUX

Les États parties au présent Protocole communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le texte des lois et des règlements qu'ils pourront promulguer pour assurer l'application du présent Protocole.

Article IV

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre les parties au présent Protocole relatif à son interprétation et à son application, qui n'aurait pu être réglé par d'autres moyens, sera soumis à la Cour internationale de Justice à la demande de l'une des parties au différend.

Article V

ACCESSION

The present Protocol shall be open for accession on behalf of all States Parties to the Convention and of any other State Member of the United Nations or member of any of the specialized agencies or to which an invitation to accede may have been addressed by the General Assembly of the United Nations. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Secretary-General of the United Nations.

Article VI

FEDERAL CLAUSE

In the case of a Federal or non-unitary State, the following provisions shall apply :

(a) With respect to those articles of the Convention to be applied in accordance with article I, paragraph 1, of the present Protocol that come within the legislative jurisdiction of the federal legislative authority, the obligations of the Federal Government shall to this extent be the same as those of States Parties which are not Federal States;

(b) With respect to those articles of the Convention to be applied in accordance with article I, paragraph 1, of the present Protocol that come within the legislative jurisdiction of constituent States, provinces or cantons which are not, under the constitutional system of the federation, bound to take legislative action, the Federal Government shall bring such articles with a favourable recommendation to the notice of the appropriate authorities of States, provinces or cantons at the earliest possible moment;

(c) A Federal State Party to the present Protocol shall, at the request of any other State Party hereto transmitted through the Secretary-General of the United Nations, supply a statement of the law and practice of the Federation and its constituent units in regard to any particular provision of the Convention to be applied in accordance with article I, paragraph 1, of the present Protocol, showing the extent to which effect has been given to that provision by legislative or other action.

Article VII

RESERVATIONS AND DECLARATIONS

1. At the time of accession, any State may make reservations in respect of article IV of the present Protocol and in respect of the application in accordance with article I of the present Protocol of any provisions of the Convention other than those contained in articles 1, 3, 4, 16 (1) and 33 thereof, provided that in

Article V

ADHÉSION

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les États parties à la Convention et de tout autre État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une des institutions spécialisées ou de tout État auquel l'Assemblée générale aura adressé une invitation à adhérer au Protocole. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VI

CLAUSE FÉDÉRALE

Dans le cas d'un État fédératif ou non unitaire, les dispositions ci-après s'appliqueront :

a) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral, les obligations du gouvernement fédéral seront, dans cette mesure, les mêmes que celles des États parties qui ne sont pas des États fédératifs;

b) En ce qui concerne les articles de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole et dont l'application relève de l'action législative de chacun des États, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas, en vertu du système constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera le plus tôt possible, et avec son avis favorable, lesdits articles à la connaissance des autorités compétentes des États, provinces ou cantons;

c) Un État fédératif partie au présent Protocole communiquera, à la demande de tout autre État partie au présent Protocole qui lui aura été transmise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un exposé de la législation et des pratiques en vigueur dans la fédération et ses unités constituantes en ce qui concerne telle ou telle disposition de la Convention à appliquer conformément au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole, indiquant la mesure dans laquelle effet a été donné, par son action législative ou autre, à ladite disposition.

Article VII

RÉSERVES ET DÉCLARATIONS

1. Au moment de son adhésion, tout État pourra formuler des réserves sur l'article IV du présent Protocole, et au sujet de l'application, en vertu de l'article premier du présent Protocole, de toutes dispositions de la Convention autres que celles des articles premier, 3, 4, 16 (1) et 33, à condition que, dans le cas d'un État

the case of a State Party to the Convention reservations made under this article shall not extend to refugees in respect of whom the Convention applies.

2. Reservations made by States Parties to the Convention in accordance with article 42 thereof shall, unless withdrawn, be applicable in relation to their obligations under the present Protocol.

3. Any State making a reservation in accordance with paragraph 1 of this article may at any time withdraw such reservation by a communication to that effect addressed to the Secretary-General of the United Nations.

4. Declaration made under article 40, paragraphs 1 and 2, of the Convention by a State Party thereto which accedes to the present Protocol shall be deemed to apply in respect of the present Protocol, unless upon accession a notification to the contrary is addressed by the State Party concerned to the Secretary-General of the United Nations. The provisions of article 40, paragraphs 2 and 3, and of article 44, paragraph 3, of the Convention shall be deemed to apply *mutatis mutandis* to the present Protocol.

Article VIII

ENTRY INTO FORCE

1. The present Protocol shall come into force on the day of deposit of the sixth instrument of accession.

2. For each State acceding to the Protocol after the deposit of the sixth instrument of accession, the Protocol shall come into force on the date of deposit by such State of its instrument of accession.

Article IX

DENUNCIATION

1. Any State Party hereto may denounce this Protocol at any time by a notification addressed to the Secretary-General of the United Nations.

2. Such denunciation shall take effect for the State Party concerned one year from the date on which it is received by the Secretary-General of the United Nations.

Article X

NOTIFICATIONS BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS

The Secretary-General of the United Nations shall inform the States referred to in article V above of the date of entry into force, accessions, reservations and withdrawals of reservations to and denunciations of the present Protocol, and of declarations and notifications relating hereto.

partie à la Convention, les réserves faites en vertu du présent article ne s'étendent pas aux réfugiés auxquels s'applique la Convention.

2. Les réserves faites par des États parties à la Convention conformément à l'article 42 de ladite Convention s'appliqueront, à moins qu'elles ne soient retirées, à leurs obligations découlant du présent Protocole.

3. Tout État formulant une réserve en vertu du paragraphe 1 du présent article peut la retirer à tout moment par une communication adressée à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Les déclarations faites en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 40 de la Convention, par un État partie à celle-ci, qui adhère au présent Protocole, seront censées s'appliquer sous le régime du présent Protocole, à moins que, au moment de l'adhésion, un avis contraire n'ait été notifié par la partie intéressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 40 et du paragraphe 3 de l'article 44 de la Convention seront censées s'appliquer, *mutatis mutandis*, au présent Protocole.

Article VIII

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du sixième instrument d'adhésion.

2. Pour chacun des États adhérant au Protocole après le dépôt du sixième instrument d'adhésion, le Protocole entrera en vigueur à la date où cet État aura déposé son instrument d'adhésion.

Article IX

DÉNONCIATION

1. Tout État partie au présent Protocole pourra le dénoncer à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet, pour l'État intéressé, un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

NOTIFICATIONS PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États visés à l'article V, en ce qui concerne le présent Protocole, les dates d'entrée en vigueur, d'adhésion, de dépôt et de retrait de réserves, de dénonciation et de déclarations et notifications s'y rapportant.

Article XI

DEPOSIT IN THE ARCHIVES OF THE SECRETARIAT OF THE UNITED NATIONS

A copy of the present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, signed by the President of the General Assembly and by the Secretary-General of the United Nations, shall be deposited in the archives of the Secretariat of the United Nations. The Secretary-General will transmit certified copies thereof to all States Members of the United Nations and to the other States referred to in article V above.

*Article XI*DÉPÔT DU PROTOCOLE AUX ARCHIVES DU SECRÉTARIAT DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Un exemplaire du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, signé par le Président de l'Assemblée générale et par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation. Le Secrétaire général en transmettra copie certifiée conforme à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres États visés à l'article V.

No. 8791. CHINESE TEXT — TEXTE CHINOIS

難民地位議定書

本議定書各締約國，

鑒於一九五一年七月二十八日在日內瓦簽訂之難民地位公約（以下簡稱公約）祇適用於因一九五一年一月一日以前發生之事件而成難民之人，

鑒於自公約通過以來，已發生新難民情形，故此等難民或不在公約範圍之內，

鑒於所有公約定義範圍內之難民，不問一九五一年一月一日之期限，允宜享受同等之地位，

爰議定條款如下：

第一條

總 則

一、本議定書締約國擔允對下文所訂明之難民實施公約第二條至第三十四條。

二、本議定書稱難民者，除關於本條第三項之適用外，謂公約第一條定義範圍內之任何人，惟第一條甲（二）中“因一九五一年一月一日以前發生之事件及……”字樣及“……因此種事件”字樣視同業已刪除。

三、本議定書由各締約國實施，不受地區限制，但已成為公約締約國之國家依公約第一條乙（一）（子）規定所作之現有聲明，除已依公約第一條乙（二）規定推廣者外，就本議定書而言亦適用之。

第二條

國家當局與聯合國之合作

一. 本議定書各締約國擔允與聯合國難民事宜高級專員辦事處或接替該辦事處之聯合國任何其他機關合作,以利其執行職務,尤應便利其監督本議定書各項條款之實施之職責。

二. 為使高級專員辦事處或接替該辦事處之聯合國任何其他機關能向聯合國主管機關提具報告書起見,本議定書各締約國擔允以適當方式供給所索關於下列各項之資料與統計數據:

- (甲) 難民狀況;
- (乙) 本議定書實施情形;
- (丙) 現行或以後生效之有關難民之法律條例及命令。

第三條

關於國家法律之資料

本議定書各締約國應將為確保本議定書之實施而制定之法律及條例,通知聯合國秘書長。

第四條

爭端之解決

本議定書締約國間對本議定書之解釋或適用發生爭端而未能以其他方法解決時,經爭端當事國一造之請求,應提交國際法院。

第五條

加 入

公約全體締約國及聯合國任何其他會員國或任一專門機關會員國或經聯合國大會邀請加入之國家均得加入本議定書。加入應以加入書送交聯合國秘書長存放為之。

第六條

聯邦條款

下列規定對聯邦制或非單一制國家適用之：

(甲) 關於公約內應依本議定書第一條第一項實施而屬於聯邦立法機關之立法權限之條款，聯邦政府之義務在此範圍內與非聯邦制締約國同。

(乙) 關於公約內應依本議定書第一條第一項實施而屬於組成聯邦各州、各省或各區之立法權限之條款，如各州、各省或各區依聯邦憲法制度並無採取立法行動之義務，聯邦政府應儘速將此等條款提請各州、各省或各區主管機關注意，並附有利之建議。

(丙) 為本議定書締約國之聯邦國家應依任何其他締約國經由聯合國秘書長轉達之請求，提供聯邦及其組成單位關於公約內應依本議定書第一條第一項實施之特定規定之法律及慣例說明，敘明以立法或其他行動實施此項規定之程度。

第七條

保留及聲明

一 任何國家得於加入時對本議定書第四條及對依照本議定書第一條規定，公約第一條、第三條、第四條、第十六條第一項及第

三十三條以外任何規定之適用提出保留,但就公約締約國言,依本條所提保留不得推及於公約所適用之難民。

二. 公約締約國依公約第四十二條所提保留,除經撤回者外,對其依本議定書所負義務應適用之。

三. 依本條第一項規定提出保留之任何國家得隨時向聯合國秘書長提出通知撤回此項保留。

四. 加入本議定書之公約締約國依公約第四十條第一項及第二項規定提出之聲明,除該關係締約國於加入時向聯合國秘書長提出相反之通知外,應視為對本議定書亦適用之。關於公約第四十條第二項及第三項以及第四十四條第三項本議定書應視為準用其規定。

第八條

發生效力

一. 本議定書應自第六件加入書存放之日起發生效力。

二. 對於第六件加入書存放後加入本議定書之國家,本議定書應自各該國存放加入書之日起發生效力。

第九條

退約

一. 任何締約國得隨時向聯合國秘書長提出通知宣告退出本議定書。

二. 退約應於聯合國秘書長收到通知之日一年後對該關係締約國發生效力。

第十條

聯合國秘書長之通知

聯合國秘書長應將本議定書發生效力之日期加入保留與保留之撤回及退約以及與此有關之聲明及通知知照上開第五條所稱之國家。

第十一條

存放聯合國秘書處檔庫

本議定書中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準，其經大會主席及聯合國秘書長簽字之正本應存放聯合國秘書處檔庫。秘書長應將其正式副本分送聯合國全體會員國及上開第五條所稱之其他國家。

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

№ 8791. ПРОТОКОЛ, КАСАЮЩИЙСЯ СТАТУСА БЕЖЕНЦЕВ

Государства-участники настоящего Протокола,

принимая во внимание, что Конвенция, касающаяся статуса беженцев, подписанная в Женеве 28 июля 1951 года (далее именуемая Конвенцией), распространяется только на тех лиц, которые стали беженцами в результате событий, происшедших до 1 января 1951 года,

принимая во внимание, что со времени принятия Конвенции возникли новые ситуации, касающиеся беженцев, и что поэтому имеющие к этому отношению беженцы могут не подпадать под действие Конвенции,

принимая во внимание желательность того, чтобы все беженцы, подпадающие под определение, содержащееся в Конвенции, пользовались равным статусом независимо от указания даты 1 января 1951 года,

Договорились о нижеследующем:

Статья I

ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

1. Государства-участники настоящего Протокола берут на себя обязательство применять статьи Конвенции 2-34 включительно в отношении беженцев, подпадающих под нижеизложенное определение.
2. Для целей настоящего Протокола под термином «беженец», за исключением случаев, касающихся применения пункта 3 настоящей статьи, имеется в виду любое лицо, подпадающее под определение статьи 1 Конвенции с опущением слов «В результате событий, происшедших до 1 января 1951 года ...» и слов «... в результате подобных событий», в статье 1 А (2).
3. Настоящий Протокол применяется участвующими в нем государствами без каких-либо географических ограничений, за исключением случаев, когда существующие заявления, сделанные государствами, уже являющимися участниками Конвенции в соответствии со статьей 1 В (1) (а) Конвенции, также применяется, если Протокол не будет продлен согласно статье 1 В (2), в соответствии с настоящим Протоколом.

Статья II

СОТРУДНИЧЕСТВО НАЦИОНАЛЬНЫХ ВЛАСТЕЙ С ОРГАНИЗАЦИЕЙ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

1. Государства-участники настоящего Протокола обязуются сотрудничать с Управлением Верховного комиссара Организации Объединенных Наций по

делам беженцев или любым другим учреждением Организации Объединенных Наций, к которому может перейти выполнение его функций, и, в частности, содействовать выполнению его обязанностей по контролю за применением положений настоящего Протокола.

2. Чтобы дать возможность Управлению Верховного комиссара или любому другому учреждению Организации Объединенных Наций, к которому может перейти выполнение его функций, представлять доклады компетентным органам Организации Объединенных Наций, государства-участники настоящего Протокола обязуются предоставлять им в соответствующей форме запрашиваемую информацию и статистические данные, касающиеся:

- a) положения беженцев;
- b) выполнения настоящего Протокола;
- c) находящихся в силе или могущих впоследствии вступить в силу законов, постановлений и декретов, касающихся беженцев.

Статья III

ИНФОРМАЦИЯ О НАЦИОНАЛЬНОМ ЗАКОНОДАТЕЛЬСТВЕ

Государства-участники настоящего Протокола сообщают Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций тексты законов и постановлений, которые они могут принимать в целях обеспечения применения настоящего Протокола.

Статья IV

РАЗРЕШЕНИЕ СПОРОВ

Все споры между государствами-участниками настоящего Протокола, касающиеся его толкования или применения и которые не могут быть разрешены иными средствами, передаются в Международный Суд по просьбе любой из сторон в этом споре.

Статья V

ПРИСОЕДИНЕНИЕ К ПРОТОКОЛУ

Настоящий Протокол открыт для присоединения от имени всех государств-участников Конвенции и любого другого государства-члена Организации Объединенных Наций или члена любого специализированного учреждения или государства, которому направлено Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций приглашение присоединиться к Протоколу. Присоединение осуществляется путем сдачи на хранение акта о присоединении Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VI

СТАТЬЯ О ФЕДЕРАТИВНЫХ ГОСУДАРСТВАХ

К государству федеративного или неунитарного типа применяются следующие положения:

а) В отношении тех статей Конвенции, подлежащих применению в соответствии с пунктом 1 статьи I настоящего Протокола и подпадающих под законодательную юрисдикцию федеральных законодательных властей, обязательства федерального правительства в указанных пределах соответствуют обязательствам государств-участников, не являющихся федеративными государствами;

б) В отношении статей Конвенции, подлежащих применению в соответствии с пунктом 1 статьи I настоящего Протокола и подпадающих под законодательную юрисдикцию входящих в федерацию штатов, провинций или кантонов, не обязанных согласно конституционному строю федерации, принимать законодательные меры, федеральные правительства при первой возможности доводят эти статьи наряду с положительной рекомендацией до сведения соответствующих властей штатов, провинций или кантонов;

с) Федеративное государство-участник настоящего Протокола по требованию любого другого государства-участника, переданному ему через Генерального секретаря Организации Объединенных Наций, представляет справку о существующих в федерации и ее составных частях законах и практики в отношении любого конкретного положения Конвенции, подлежащего применению в соответствии с пунктом 1 статьи I настоящего Протокола с указанием того, в какой мере данное положение было проведено в жизнь законодательным или иным путем.

Статья VII

ОГОВОРКИ И ЗАЯВЛЕНИЯ

1. При присоединении любое государство может сделать оговорки к статье IV настоящего Протокола и в отношении применения любых положений Конвенции в соответствии со статьями 1 настоящего Протокола за исключением положений, содержащихся в статьях 1, 3, 4, 16 (1) и 33, при условии, что оговорки государства-участника Конвенции, сделанные согласно настоящей статье, не распространяются на беженцев, в отношении которых применяется Конвенция.

2. Оговорки, сделанные государствами-участниками Конвенции в соответствии со статьей 42, если они не сняты, распространяются на их обязательства по настоящему Протоколу.

3. Любое государство, делающее оговорку в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, может в любое время снять эту оговорку путем уведомления об этом Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.

4. Заявление, сделанное в соответствии с пунктами 1 и 2 статьи 40 Конвенции участвующим в ней государством, которое присоединяется к настоящему Протоколу, считается применимым и в отношении настоящего Протокола, если при присоединении государство-участник не направляет Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций уведомления о противоположном. Положения пунктов 2 и 3 статьи 40 и пункта 3 статьи 44 Конвенции считаются применимыми *mutatis mutandis* к настоящему Протоколу.

Статья VIII

ВСТУПЛЕНИЕ В СИЛУ

1. Настоящий Протокол вступает в силу в день депонирования шестого акта о присоединении.
2. Для всех государств, присоединяющихся к Протоколу после депонирования шестого акта о присоединении, Протокол вступает в силу в день депонирования такими государствами своего акта о присоединении.

Статья IX

ДЕНОНСАЦИЯ

1. Любое государство-участник Протокола может денонсировать настоящий Протокол в любое время посредством уведомления, направленного на имя Генерального секретаря Организации Объединенных Наций.
2. Такая денонсация вступает в силу для соответствующего государства-участника через один год со дня получения такого уведомления Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций.

Статья X

УВЕДОМЛЕНИЯ, РАССЫЛАЕМЫЕ ГЕНЕРАЛЬНЫМ СЕКРЕТАРЕМ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций сообщает всем государствам, упомянутым в статье V выше, о дате вступления в силу, присоединениях, оговорках и снятии оговорок к настоящему Протоколу и его денонсации, а также об относящихся к нему заявлениях и уведомлениях.

Статья XI

ДЕПОНИРОВАНИЕ В АРХИВАХ СЕКРЕТАРИАТА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Копия настоящего Протокола, английский, испанский, китайский, русский и французский тексты которого являются в равной степени аутентичными,

подписанная Председателем Генеральной Ассамблеи и Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций, депонируется в архивах Секретариата Организации Объединенных Наций. Генеральный секретарь препровождает заверенные копии настоящего Протокола всем государствам-членам Организации Объединенных Наций и другим государствам, упомянутым в статье V выше.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 8791. PROTOCOLO SOBRE EL ESTATUTO DE LOS REFUGIADOS

Los Estados Partes en el presente Protocolo,

Considerando que la Convención sobre el Estatuto de los Refugiados, hecha en Ginebra el 28 de julio de 1951 (denominada en lo sucesivo la Convención), sólo se aplica a los refugiados que han pasado a tener tal condición como resultado de acontecimientos ocurridos antes del 1º de enero de 1951,

Considerando que han surgido nuevas situaciones de refugiados desde que la Convención fue adoptada y que hay la posibilidad, por consiguiente, de que los refugiados interesados no queden comprendidos en el ámbito de la Convención,

Considerando conveniente que gocen de igual estatuto todos los refugiados comprendidos en la definición de la Convención, independientemente de la fecha límite del 1º de enero de 1951,

Han convenido en lo siguiente :

Artículo I

DISPOSICIONES GENERALES

1. Los Estados Partes en el presente Protocolo se obligan a aplicar los artículos 2 a 34 inclusive de la Convención a los refugiados que por el presente se definen.
2. A los efectos del presente Protocolo y salvo en lo que respecta a la aplicación del párrafo 3 de este artículo, el término « refugiado » denotará toda persona comprendida en la definición del artículo 1 de la Convención, en la que se darán por omitidas las palabras « como resultado de acontecimientos ocurridos antes del 1º de enero de 1951 y ... » y las palabras « ... a consecuencia de tales acontecimientos », que figuran en el párrafo 2 de la sección A del artículo 1.
3. El presente Protocolo será aplicado por los Estados Partes en el mismo sin ninguna limitación geográfica; no obstante, serán aplicables también en virtud del presente Protocolo las declaraciones vigentes hechas por Estados que ya sean Partes en la Convención de conformidad con el inciso a) del párrafo 1 de la sección B del artículo 1 de la Convención, salvo que se hayan ampliado conforme al párrafo 2 de la sección B del artículo 1.

Artículo II

COOPERACIÓN DE LAS AUTORIDADES NACIONALES CON LAS NACIONES UNIDAS

1. Los Estados Partes en el presente Protocolo se obligan a cooperar en el ejercicio de sus funciones con la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones

Unidas para los Refugiados, o cualquier otro organismo de las Naciones Unidas que le sucediere; en especial le ayudarán en su tarea de vigilar la aplicación de las disposiciones del presente Protocolo.

2. A fin de permitir a la Oficina del Alto Comisionado, o cualquier otro organismo de las Naciones Unidas que le sucediere, presentar informes a los órganos competentes de las Naciones Unidas, los Estados Partes en el presente Protocolo se obligan a suministrarle en forma adecuada las informaciones y los datos estadísticos que soliciten acerca de :

- a) La condición de los refugiados;
- b) La ejecución del presente Protocolo;
- c) Las leyes, reglamentos y decretos, que estén o entraren en vigor, concernientes a los refugiados.

Artículo III

INFORMACIÓN SOBRE LEGISLACIÓN NACIONAL

Los Estados Partes en el presente Protocolo comunicarán al Secretario General de las Naciones Unidas el texto de las leyes y los reglamentos que promulguen para garantizar la aplicación del presente Protocolo.

Artículo IV

SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS

Toda controversia entre Estados Partes en el presente Protocolo relativa a su interpretación o aplicación, que no haya podido ser resuelta por otros medios, será sometida a la Corte Internacional de Justicia a petición de cualquiera de las partes en la controversia.

Artículo V

ADHESIÓN

El presente Protocolo estará abierto a la adhesión de todos los Estados Partes en la Convención y de cualquier otro Estado Miembro de las Naciones Unidas, miembro de algún organismo especializado o que haya sido invitado por la Asamblea General de las Naciones Unidas a adherirse al mismo. La adhesión se efectuará mediante el depósito de un instrumento de adhesión en poder el Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VI

CLÁUSULA FEDERAL

Con respecto a los Estados federales o no unitarios, se aplicarán las disposiciones siguientes :

a) En lo concerniente a los artículos de la Convención que han de aplicarse conforme al párrafo 1 del artículo I del presente Protocolo, y cuya aplicación dependa de la acción legislativa del poder legislativo federal, las obligaciones del Gobierno federal serán, en esta medida, las mismas que las de los Estados Partes que no son Estados federales;

b) En lo concerniente a los artículos de la Convención que han de aplicarse conforme al párrafo 1 del artículo I del presente Protocolo, y cuya aplicación dependa de la acción legislativa de cada uno de los Estados, provincias o cantones constituyentes que, en virtud del régimen constitucional de la federación, no estén obligados a adoptar medidas legislativas, el Gobierno federal, a la mayor brevedad posible y con su recomendación favorable, comunicará el texto de dichos artículos a las autoridades competentes de los Estados, provincias o cantones;

c) Todo Estado federal que sea Parte en el presente Protocolo proporcionará, a petición de cualquier otro Estado Parte en el mismo que le haya sido transmitida por conducto del Secretario General de las Naciones Unidas, una exposición de la legislación y de las prácticas vigentes en la Federación y en sus unidades constituyentes en lo concerniente a determinada disposición de la Convención que haya de aplicarse conforme al párrafo 1 del artículo I del presente Protocolo, indicando en qué medida, por acción legislativa o de otra índole, se ha dado efectividad a tal disposición.

Artículo VII

RESERVAS Y DECLARACIONES

1. Al tiempo de su adhesión, todo Estado podrá formular reservas con respecto al artículo IV del presente Protocolo y, en lo que respecta a la aplicación conforme al artículo I del presente Protocolo, de cualesquiera disposiciones de la Convención que no sean las contenidas en los artículos 1, 3, 4, 16 I) y 33; no obstante, en el caso de un Estado Parte en la Convención, las reservas formuladas al amparo de este artículo no se harán extensivas a los refugiados respecto a los cuales se aplica la Convención.
2. Las reservas formuladas por los Estados Partes en la Convención conforme al artículo 42 de la misma serán aplicables, a menos que sean retiradas, en relación con las obligaciones contraídas en virtud del presente Protocolo.
3. Todo Estado que haya formulado una reserva con arreglo al párrafo 1 del presente artículo podrá retirarla en cualquier momento, mediante comunicación al efecto dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas.
4. La declaración hecha conforme a los párrafos 1 y 2 del artículo 40 de la Convención por un Estado Parte en la misma que se adhiera al presente Protocolo se considerará aplicable con respecto al presente Protocolo, a menos que, al efectuarse la adhesión, se dirija una notificación en contrario por el Estado Parte

interesado al Secretario General de las Naciones Unidas. Las disposiciones de los párrafos 2 y 3 del artículo 40 y del párrafo 3 del artículo 44 de la Convención se considerarán aplicables *mutatis mutandis* al presente Protocolo.

Artículo VIII

ENTRADA EN VIGOR

1. El presente Protocolo entrará en vigor en la fecha en que se deposite el sexto instrumento de adhesión.
2. Respecto a cada Estado que se adhiera al Protocolo después del depósito del sexto instrumento de adhesión, el Protocolo entrará en vigor en la fecha del depósito por ese Estado de su instrumento de adhesión.

Artículo IX

DENUNCIA

1. Todo Estado Parte en el presente Protocolo podrá denunciarlo en cualquier momento mediante notificación dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas.
2. La denuncia surtirá efecto para el Estado Parte interesado un año después de la fecha en que el Secretario General de las Naciones Unidas la haya recibido.

Artículo X

NOTIFICACIONES DEL SECRETARIO GENERAL DE LAS NACIONES UNIDAS

El Secretario General de las Naciones Unidas informará a los Estados mencionados en el artículo V *supra* acerca de la fecha de entrada en vigor, adhesiones, reservas formuladas y retiradas y denuncias del presente Protocolo, así como acerca de las declaraciones y notificaciones relativas a éste.

Artículo XI

DEPÓSITO EN LOS ARCHIVOS DE LA SECRETARÍA DE LAS NACIONES UNIDAS

Un ejemplar del presente Protocolo, cuyos textos chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, firmado por el Presidente de la Asamblea General y por el Secretario General de las Naciones Unidas, quedará depositado en los archivos de la Secretaría de las Naciones Unidas. El Secretario General transmitirá copias certificadas del mismo a todos los Estados Miembros de las Naciones Unidas y a los demás Estados mencionados en el artículo V *supra*.

In accordance with article XI of the Protocol, we have appended our signatures this thirty-first day of January one thousand nine hundred and sixty-seven.

Conformément à l'article XI du Protocole, nous avons apposé notre signature le trente et un janvier mil neuf cent soixante-sept.

茲依照本議定書第十一條於公曆一九六七年一月三十一日簽名於后

В соответствии со статьей XI Протокола мы приложили свои подписи сего тридцать первого января тысяча девятьсот шестьдесят седьмого года.

Conforme a lo dispuesto en el artículo XI del Protocolo, hemos firmado el presente hoy día treinta y uno de enero de mil novecientos sesenta y siete.

A. R. PAZHWAQ

PRESIDENT OF THE GENERAL ASSEMBLY OF
THE UNITED NATIONS

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

聯合國大會主席

Председатель Генеральной Ассамблеи
Организации Объединенных Наций

PRESIDENTE DE LA ASAMBLEA GENERAL
DE LAS NACIONES UNIDAS

U THANT

SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED
NATIONS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

聯合國秘書長

Генеральный секретарь
Организации Объединенных Наций

SECRETARIO GENERAL DE LAS NACIONES
UNIDAS